

Détournement du système

Comment un géant minier canadien s'est joué de la loi en RDC

Décembre 2022



THE SENTRY

RÉSUMÉ

La société minière canadienne de plusieurs milliards de dollars Ivanhoe Mines Ltd. affirme qu'elle est sur le point de devenir le deuxième producteur de cuivre au monde grâce à sa mine phare en République démocratique du Congo (RDC). Cependant, la route vers le succès longue de 25 ans de la société est jalonnée de signes inquiétants de corruption. Ces dernières années, un haut dirigeant d'Ivanhoe s'est arrangé pour céder des parts potentiellement lucratives de filiales locales avec Théophas Mahuku, l'architecte du réseau commercial de Zoé Kabila, frère de l'ancien président Joseph Kabila, au moment où le gouvernement congolais prenait des mesures apparemment illégales pour préserver le cœur de l'un des « actifs clés » d'Ivanhoe.

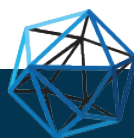
Cela a permis à la société, qui est cotée en bourse, de conserver des permis de recherches qu'elle aurait dû, en vertu de la loi, rendre il y a des années, n'ayant apparemment reconnu leur valeur que peu de temps avant leur expiration. Ivanhoe a depuis fortement promu ces actifs sur les marchés boursiers internationaux, entretenant au moins un partenariat majeur les concernant, ce qui suggère que l'entreprise cherchait à lever des capitaux en bafouant la loi congolaise. Ces constatations et les préoccupations qu'elles soulèvent ne sont pas entièrement nouvelles. L'année dernière, la police canadienne a perquisitionné les bureaux d'Ivanhoe à Vancouver, en Colombie-Britannique, et des documents judiciaires indiquent que la police examine la possibilité de pots-de-vin dans la relation de l'entreprise avec le service national de l'électricité de la RDC.

Dans l'ère post-Kabila, Ivanhoe a apparemment continué à s'associer à de puissants initiés. Dans des vidéos en caméra cachée obtenues par les médias d'information, un ancien haut conseiller du président Félix Tshisekedi s'est récemment vanté de ses affaires personnelles avec Ivanhoe et a proposé d'aider des individus non identifiés à acheminer des contributions secrètes vers des partis politiques, entre autres. Ivanhoe a déclaré aux journalistes qu'elle fonctionnait selon des politiques anti-corruption strictes, tandis que le conseiller, Vidiye Tshimanga, a nié tout acte répréhensible. Ivanhoe a refusé de répondre à la plupart des questions détaillées posées par The Sentry, mais a déclaré que toute inférence de corruption ou de malversation était « tout simplement incorrecte ».

RECOMMANDATIONS

- **Les gouvernements du Canada et des États-Unis** devraient examiner les conclusions présentées dans ce rapport et ouvrir des enquêtes sur toute violation potentielle des lois sur les valeurs mobilières et des lois pénales.
- **Les institutions financières** devraient examiner les opérations effectuées au nom d'Ivanhoe et des autres sociétés mentionnées dans ce rapport afin d'identifier tout comportement susceptible de constituer la base d'une déclaration de transaction suspecte aux cellules de renseignement financier (CRF) locales.
- **Ivanhoe Mines Ltd.** devrait commander une enquête interne indépendante et approfondie et prendre toutes les mesures nécessaires pour se mettre en conformité avec la loi, y compris sanctionner tout membre de la direction ou du personnel qui enfreindrait des obligations légales ou éthiques.
- **Le gouvernement congolais** devrait enquêter sur les conclusions présentées dans ce rapport et, le cas échéant, engager des poursuites.

Read the report: <https://thesentry.org/reports/detournement-du-systeme/>



To learn more please visit: [TheSentry.Org](https://thesentry.org)